



HAL
open science

Le postlibéralisme catholique aux Etats-Unis

Blandine Chelini-Pont

► **To cite this version:**

Blandine Chelini-Pont. Le postlibéralisme catholique aux Etats-Unis. *Études : revue de culture contemporaine*, 2023, 4308, 10.3917/etu.4308.0069 . hal-04434544

HAL Id: hal-04434544

<https://amu.hal.science/hal-04434544v1>

Submitted on 7 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE POSTLIBÉRALISME CATHOLIQUE AUX ÉTATS-UNIS

Blandine CHELINI-PONT

Dans le monde catholique américain, le courant « postlibéral » se développe autour de figures universitaires pour soutenir le Parti républicain. Il s'agit de refaire une politique chrétienne autour des valeurs morales traditionnelles, l'instance politique se subordonnant à l'instance religieuse. En outre, ce courant de pensée cherche à étendre son influence au-delà des États-Unis, profitant du développement des mouvements populistes. Il trouve déjà un allié dans la Hongrie de Viktor Orbán.

L'histoire politique américaine rend compte du lien constant entre références chrétiennes, vie des idées et engagements politiques. Jusqu'aux années 1970, la ressource chrétienne, qui éclaire aujourd'hui le politique d'une manière essentiellement éthique, a irrigué conjointement la gauche et la droite américaine et, par bien des aspects, ce balancement continue d'exister. Cependant, depuis la dernière décennie, le recours politique au christianisme s'est fortement infléchi vers la droite, du fait du rejet par les conservateurs pratiquants de la laïcisation de l'État américain et de la révolution sexuelle, laquelle a transformé la libéralisation des mœurs en objectif politique. L'infléchissement chrétien à droite a été si important qu'il a donné naissance à un mouvement propre, la *droite chrétienne*, nébuleuse œcuménique et composite, constituée de divers réseaux et mouvements dont l'objectif a été inverse, visant à restaurer la morale chrétienne, sexuelle et familiale de « toujours » dans le droit et les mœurs, et à revenir à un État qui se définisse et agisse comme un État chrétien.

Une mobilisation intellectuelle et numérique

La droite chrétienne est devenue une composante majeure du conservatisme républicain. Son paysage a pourtant grandement évolué, comme un chantier en constant renouvellement. S'il est facile de remonter les filiations, ses groupes les plus actifs ou les plus créatifs intellectuellement se sont succédé, s'agrégeant les uns aux autres et se déplaçant insensiblement d'une vision conservatrice vers une vision plus autoritaire du politique. Les postlibéraux catholiques ont émergé dans la seconde moitié des années 2010, après le livre de Patrick Deenen, professeur de science politique à l'université catholique Notre-Dame (Indiana), *Why the Liberalism Failed*¹, paru en 2018. Une noria d'universitaires et d'essayistes – théologiens, politistes, juristes et économistes – se consacrent désormais à démontrer la culpabilité du libéralisme, compris comme une philosophie politique, sociale et économique, dans l'immoralité ou l'iniquité de la société américaine². Leur nouveauté tient à ce qu'ils sont en même temps antilibéraux économiquement et culturellement, en cherchant à remonter jusqu'à l'origine de cette situation américaine qu'ils jugent délétère. Ils en ont trouvé la cause dans le régime même de la démocratie libérale... Un tel courant est surtout composé de personnalités brillantes et soutenues financièrement dans l'expression de leurs positions. Elles proposent un front argumentaire susceptible d'influencer les plateformes des candidats républicains au Congrès, ceux des gouvernements locaux et bien sûr ceux des primaires présidentielles, misant sur les chances d'un Ron DeSantis ou d'un Mike Pence et espérant tourner la page de Donald Trump.

Le terme de postlibéralisme ne provient pas de cette *intelligentsia* ainsi mobilisée, mais elle l'a récupéré pour se définir³. La nouvelle noria postlibérale se retrouve autour de quelques revues ou blogs en ligne, comme la revue *American Conservative*⁴, vieil organe palé-

1. *Why the Liberalism Failed* est paru en 2018. Il a été traduit en français en 2020, aux éditions L'Artisan.

2. Marc-Olivier Behrer, « Une droite intellectuelle américaine en pleine mue illibérale », *Le Monde*, 4 novembre 2022.

3. Ce terme a été introduit dans le monde académique à la fin des années 1990 pour caractériser les travaux d'universitaires britanniques comme John Gray, Giles Fraser et Adrian Pabst, de tempérament plutôt centriste et communautarien, réfléchissant au dépassement du néolibéralisme économique alors dominant.

4. www.theamericanconservative.com

oconservateur fondé en 2002 par Pat Buchanan, *American Affairs*⁵ fondée en 2017 par Gladden John Pappin⁶, *American Compass*⁷ fondée en 2020 par Oren Cass, *Compact*⁸ fondée en 2022 par Sohrab Ahmari, le blog *Post-liberal Order*⁹ fondé la même année par Patrick Deneen, Chad Pecknold et Adrian Vermeule. Un *webzine* s'est lancé en mars 2023, fondé par les (très jeunes) William Benson et Michael Ippolito, *The American Post-Liberal*¹⁰. Il se présente comme le « magazine du réalisme politique catholique ». La grande caractéristique de cet ensemble récent est son enracinement déclaré dans la tradition catholique, servant ses inspirations théoriques, justifiant son combat intellectuel et son projet, à savoir devenir rien de moins que la pensée dominante de la droite chrétienne et du Parti républicain américains¹¹. Ses militants se projettent au-delà des États-Unis comme les tenants de la future pensée commune de tous les partis nationalistes ou populistes qui se chercheraient une idéologie structurée. De manière surprenante, les postlibéraux catholiques n'hésitent pas non plus à prendre position pour le régime controversé de Viktor Orbán, en le présentant comme un modèle à suivre.

Une théopolitique intégrale

La veine postlibérale trouve en partie ses fondements dans une relecture intégraliste du politique faite par des théologiens qui ont orienté la tendance¹². Eux-mêmes ont publié. Ils sont intervenus dans les médias et ont utilisé les supports numériques, rendant accessible en ligne leur démarche théologique. Ainsi, Edmund Waldstein, moine cistercien installé à l'abbaye autrichienne Stift Heiligenkreuz, anime le blog *Sanctus*¹³. Il est le principal éditorialiste du blog *The*

5. <https://americanaffairsjournal.org/>

6. Ancien professeur associé de sciences politiques à l'université de Dallas, Gladden John Pappin anime l'école d'été *Pro Civitate Dei* depuis sa fondation dans le diocèse de Toulon, à La Londe-les-Maures.

7. <https://americancompass.org/>

8. <https://compactmag.com/>

9. www.postliberalorder.com

10. <https://americanpostliberal.substack.com/>

11. Gl. J. Pappin, « In God We Trust : vers un ordre postlibéral ? », *L'Incorrect*, n° 62, mars 2023, pp. 42-43.

12. Ash Milton, « After Freedom : Catholic Political Theology in the Age of Liberal Crisis », *Palladium*, 26 décembre 2018 (sur www.palladiummag.com).

13. <https://sanctus.wordpress.com/>

*Josias*¹⁴ qui explicite ainsi sa motivation : « Nous rejetons la séparation libérale entre la politique et le souci de la finalité de la vie humaine. Nous soutenons que la règle politique doit ordonner l'homme à son but. [...] Puisque l'homme a une fin temporelle et une fin éternelle, nous pensons qu'il doit être gouverné par deux pouvoirs : un pouvoir temporel et un pouvoir spirituel. Et comme la fin temporelle de l'homme est subordonnée à sa fin éternelle, le pouvoir temporel doit être subordonné au pouvoir spirituel. Cette conception de la politique peut être appelée "intégralisme catholique"¹⁵. » Disant s'inspirer lui-même de la pensée de Charles De Koninck (1906-1965)¹⁶, Waldstein revient à une vision augustinienne des deux pouvoirs et des deux sociétés, temporelle et spirituelle, aux buts parallèlement assignés, et dont la finalité n'est pas liée à la liberté des personnes.

Entre 2021 et 2022, Waldstein a édité aux éditions Angelico, avec Peter Kwasniewski, professeur de théologie au Centre Saint-Paul de l'université franciscaine Steubenville (Ohio)¹⁷, deux volumes des publications postées sur *The Josias*, intitulés *Integralism and the Common Good*. La thèse de la compilation est également dans le titre : la vie politique a été établie et voulue par Dieu pour le bien commun temporel. Séparer et spiritualiser la royauté du Christ, en considérant son *imperium* sur toute la création comme une réalité surnaturelle sans implications politiques, aurait été la grande erreur du catholicisme contemporain. Il se serait « retiré » du politique au lieu de l'inspirer par sa propre sagesse.

Bien commun contre biolibéralisme

Si Chad Pednock se considère lui-même comme « augustinien », les universitaires politistes, juristes et économistes du postlibéralisme

14. <https://thejosias.com/>

15. <https://thejosias.com/about/>

16. Philosophe moraliste de l'université Laval qui considérait, dans *On the Primacy of the Common Good : Against the Personalists*, que le français Jacques Maritain (1882-1973) avait détruit la tradition politique catholique, en subordonnant le bien commun à la personne humaine, ce dont Maritain se défendait absolument.

17. Fondée en 1946, Steubenville est aujourd'hui considérée comme un épicode de l'intégralisme américain. Son école de théologie, le Centre Saint-Paul, organise chaque année des conférences nationales. En novembre 2022, Steubenville a accueilli une conférence sur le thème « *The Postliberal Promise : Another World is Possible* ».

américain font plutôt référence à saint Thomas d'Aquin et à Aristote¹⁸, auxquels ils empruntent la théorie du bien commun comme objectif éthique du pouvoir. Trois auteurs se sont particulièrement fait connaître dans la promotion de ce bien commun perdu mais retrouvé par eux, Adrian Vermeule, Gladden John Pappin et Patrick Deenen.

– Adrian Vermeule, professeur de droit constitutionnel à Harvard, converti au catholicisme en 2016 et fondateur du blog *Jus et Justitium*, a livré un dernier livre au titre explicite, *Common Good Constitutionalism* (Polity Press, 2022), où il propose de redéterminer le fondement de l'ordre constitutionnel américain. Il affirme que l'objectif central de tout ordre constitutionnel devrait être de promouvoir la règle bonne et non de protéger la liberté comme une fin en soi¹⁹. En tant que juriste, Vermeule décrit sa théorie comme une tentative de faire revivre et de développer la « tradition juridique classique ». Il considère le droit promulgué comme une application positive des principes de base du droit naturel²⁰, dégagé par Aristote avant l'apparition du christianisme. Aristote a démontré l'existence d'une « loi naturelle », démonstration que la théologie thomiste a reprise. S'appuyant sur cet héritage, Vermeule affirme que la loi naturelle constitue le fondement de toute société humaine et de toute morale rationnellement accessible. Il affirme que le droit est défini comme « une ordonnance de la raison promulguée par les autorités politiques pour le bien commun ». Le droit n'est pas « lié à des instruments écrits particuliers du droit civil ou à la volonté des législateurs qui les ont créés²¹ », mais il incarne plutôt des déterminations rationnelles du bien commun. Ce sont ces déterminations, ainsi que le contexte de droit naturel dans lequel elles s'inscrivent, qui constituent le droit. Vermeule affirme que ces principes incluent « une volonté franche de légiférer la moralité²² ».

– Patrick Deenen, professeur de science politique à l'université

18. La perspective du « docteur angélique » dégage l'autonomie du pouvoir temporel par rapport au pouvoir spirituel, autonomie qui reste néanmoins conditionnée à sa propre finalité éthique à travers la réalisation du bien commun. La perspective en question emprunte ses catégories à la philosophie d'Aristote.

19. Adrian Vermeule, « Beyond Originalism », *The Atlantic*, 31 mars 2020, et « Les droits doivent être subordonnés au bien commun », entretien avec Rémi Carlu, *L'Incorrect*, n° 62, mars 2023, pp. 49-51.

20. Adr. Vermeule, « Myths of Common Good Constitutionalism », *Harvard Journal of Law and Public Policy*, n° 45 (1), pp. 103-146.

21. Adr. Vermeule, « Beyond Originalism », art. cit.

22. Adr. Vermeule, « The Common Good as a Universal Framework », *Balkanization blog*, 27 juillet 2022 (sur <https://balkin.blogspot.com>).

Notre-Dame et précédemment assistant professeur à Princeton et Georgetown, est celui qui s'attaque le plus frontalement au libéralisme américain, comme à une idéologie désastreuse, équivalente par ses méfaits au communisme et au fascisme, ayant englouti dans la déperdition de l'éthique le phare éclairant du bien commun. Avec deux livres qui se font écho, *Why Liberalism Failed* (Yale University Press, 2018) et *Regime Change. Towards a Postliberal Future* (Swift Press, 2023), Deenen renvoie dos à dos droite et gauche sur leur aveuglement à se penser comme l'aboutissement politique de l'humanité. Il décrit dans son premier livre les contradictions mortelles du libéralisme qui prône l'égalité des droits tout en favorisant une inégalité matérielle incomparable ; sa légitimité repose sur le consentement mais elle découragerait les engagements civiques. Elle ferait disparaître tout sens de l'intérêt général et du bien commun. De la sorte, les forces centripètes actuellement à l'œuvre dans la culture américaine ne seraient pas, selon Deenen, des défauts liés à la logique de l'affrontement politique, mais plutôt les signes de l'effondrement d'un système libéral en stade terminal.

Dans son deuxième livre *Regime Change. Towards a Postliberal Future*, le même auteur propose de libérer le « régime » américain de son libéralisme, sans que l'on sache si cette libération inclut un changement de la Constitution et la mise en place d'un autre système. Reprenant les accusations de son premier livre, Deenen dénonce la superclasse dirigeante et libérale qui gouverne au profit de quelques-uns et aux dépens du plus grand nombre, ce qui précipite les crises politiques actuelles. Il propose de changer les élites, en réformant toute leur éducation²³. Il propose de former les futurs dirigeants politiques à un conservatisme « prépostmoderne » (*sic*), c'est-à-dire aligné sur la promotion du bien commun comme but de l'ordre politique. Ces nouvelles élites seraient subséquemment vigilantes à maintenir la société, vue comme la somme des communautés humaines naturelles dont la famille est l'épicentre, dans un bon état moral. Deenen défend une morale publique de gouvernement, une éthique publique affirmée et une nouvelle classe de gouvernants vertueuse, pour régénérer le régime américain « brisé », un régime qui serve véritablement la population tout en encadrant les droits et les libertés de la personne dans le périmètre limité de leur existence « naturelle ».

23. Voir également Patrick J. Deenen, « Replace the Elite », *First Things*, 1er mars 2020 (sur www.firstthings.com).

Car c'est bien sur ce dernier terrain, celui des libertés « naturelles » face à des libertés inventées, que se situe véritablement la motivation des postlibéraux. Leur objectif est de stopper net ce qu'ils considèrent comme le grand dynamitage, la grande tragédie, la folie de la société américaine, entraînant celle des sociétés occidentales. Cette folie est le résultat de la logique du choix ou consentement appliqué au corps et à la sexualité, autant dire le cœur actuel du débat social. Les postlibéraux égrènent comme autant de régressions l'avènement des droits sexuels et reproductifs commencé par la légalisation de la contraception et de l'avortement, continuée par celle de l'homosexualité, du mariage homosexuel et du changement de genre. Ils déplorent l'externalisation de la procréation, de la parentalité et de la filiation. Ils s'alarment bruyamment que l'exportation de la « théorie du genre », grâce à l'influence du *soft power* global des États-Unis, impose au monde entier la reconnaissance et la distinction légales des genres, non plus sur la base d'une différence bio-organique entre homme et femme qui est universelle, mais sur celle d'une orientation sexuelle, choisie et potentiellement évolutive.

Totalitarisme libéral

Ce postlibéralisme assume donc de dénoncer, comme non universelle et contraire aux prérogatives du pouvoir politique, l'implémentation légale du bio-libéralisme. Dans une forme de bataille substantielle quant aux limites des droits de l'homme « naturels », il va accuser les « libéraux », devenus dominants et imposant leur vision distordue, d'avoir dénaturé au sens propre les droits et libertés et de les avoir transformés en intérêts partisans, au service privilégié des militants LGBTQIA+, confondus avec les élites libérales. C'est principalement en réaction à la nouvelle génération des bio-droits et à la militance de leurs bénéficiaires, que le postlibéralisme affirme la supériorité du bien commun sur les droits. Les droits et libertés devraient être subordonnés à la fois à des principes légaux qui leur sont supérieurs et à la morale « naturelle » universelle.

Deux polémistes à succès, journalistes de profession, vont encore plus loin dans leur critique. Ils voient dans le bio-libéralisme la preuve du nouvel impérialisme américain, voire le creuset d'un nouveau totalitarisme, accusation extraordinaire mais qui fait mouche dans son

exagération volontaire. Tous deux, comme Adrian Vermeule, sont des convertis catholiques, l'un depuis le chiisme duodécimain, l'autre depuis le méthodisme²⁴.

Au tournant des années 2020, le premier d'entre eux, Sohrab Ahmari, est devenu une voix très médiatique des contempteurs du libéralisme. D'origine iranienne, ancien journaliste aux pages débats du *Wall Street Journal*, puis du *New York Post*, il a annoncé en 2016 sa conversion par l'hashtag #iamjacqueshamel. Ahmari a lancé le webzine *Compact* avec Matthew Schmitz et Edwin David Aponte l'année suivante. *Compact* rassemble des auteurs venus de l'extrême gauche et de l'extrême droite américaine et européenne, dont la caractéristique commune est un éclectisme conceptuel déroutant, au service d'une même détestation de la démocratie libérale. On y trouve des articles du philosophe slovène prolifique Slavoj Žižek, mais aussi de Curtis Yarvin, blogueur proche de l'*Alt Right*, bricoleur inventif du mouvement « Lumières obscures ». Dans son premier ouvrage à succès *The Unbroken Thread : Discovering the Wisdom of Tradition in an Age of Chaos* (Hodder Faith, 2022), Ahmari cherche à démontrer ce paradoxe que les libertés (immorales) dont jouiraient les Occidentaux sont en contradiction avec la véritable liberté, donnée à l'homme pour construire et protéger le bien commun. Plutôt que la volonté insatiable de satisfaire les « appétits individuels », ce bien commun impliquerait « l'abnégation et la maîtrise de soi », comme les valeurs les plus fondamentales de la société.

Rob Dreher, pour sa part, Louisianais éditorialiste à l'*American Conservative*, auparavant au *New York Post* et au *Dallas Morning News*, s'est fait connaître par trois livres à succès, appelant les chrétiens à se transformer en survivalistes du totalitarisme *woke* qui se serait emparé des États-Unis. Son premier livre de 2006 développait déjà le concept des *conservative granolas*, pionniers de la nouvelle frontière culturelle, récalcitrants environnementalistes, frugaux, religieux, familialistes et antimarché²⁵. Son deuxième livre a continué sur une pente résistancialiste à la Henry David Thoreau, remplaçant l'homme retiré dans la nature sauvage par le bâtisseur de monastères intérieurs. *The Benedict Option. A Strategy for Christians in a*

24. Rob Dreher s'est récemment converti à l'orthodoxie.

25. Cet ouvrage a été réédité en 2010 sous le titre *Crunchy Cons, the New Conservative Counter-culture and Its Return to Roots*.

Post-Christian Nation (Sentinel, 2017)²⁶ se présente comme une méthode de rechristianisation résistante de l'Amérique, consistant à transformer les familles en autant de petits monastères, guidés par les principes de la règle de saint Benoît et échappant à la culture du monde. L'idée en est simple et fonctionne aussi comme une réécriture mémorielle : décrétant que le champ d'action politique des chrétiens s'est amenuisé, pour ne pas dire rabougri, Dreher propose d'adopter une « politique antipolitique », c'est-à-dire une « retraite stratégique » comme la pratiquèrent jadis les moines bénédictins, grâce auxquels la civilisation romaine, entretemps informée par le message évangélique, aurait survécu, se serait épanouie, aurait rayonné vers l'extérieur et enfin triomphé.

Le plus récent livre de Dreher, *Live Not by Lies. A Manual for Christian Dissidents* (Sentinel, 2020)²⁷, a déclenché des débats aussi vifs que le succès populaire qu'il a rencontré. Retrouvant la veine décliniste de l'extrême droite américaine des années 1960²⁸, Dreher considère *a priori* que le libéralisme a détruit les États-Unis. Le durcissement de la guerre culturelle, l'invasion de la vie privée par les géants de la *tech*, la radicalisation des rejetons intellectuels de la *French theory* seraient les signes du basculement dans l'ère du *soft totalitarianism*. Les chrétiens doivent devenir les héros dissidents d'un univers néototalitaire, un univers qui ressemble au meilleur des mondes d'Aldous Huxley (1894-1963), où la *novlangue*, le politiquement correct, la réécriture idéologique du passé et le wokisme poussent les hommes libres à renoncer à s'exprimer et à abandonner les « lumières du bon sens ».

L'autoritarisme plutôt que la démocratie ?

La place de la loi, le rôle de l'État, la régulation et le contenu de sa politique placent les auteurs postlibéraux aux frontières d'un dilemme qu'ils n'ont pas résolu : sont-ils encore des démocrates, une fois qu'ils ont dénoncé les horreurs du libéralisme ?

26. En français : *Comment être chrétien dans un monde qui ne l'est plus. Le pari bénédictin*, Artège, 2017.

27. En français : *Résister au mensonge. Vivres en chrétiens dissidents*, Artège, 2021.

28. Blandine Chelini-Pont, *La droite catholique aux États-Unis, de la Guerre froide aux années 2000*, Presses universitaires de Rennes, 2014, troisième partie, pp. 163-224.

À la conférence de l'université franciscaine de Steubenville de novembre 2022, Vermeule a fait une présentation consacrée aux pouvoirs déferés au chef de l'État sous l'empereur byzantin Justinien (482-565). Le recours à cet empereur (qui exerça un contrôle rigoureux sur l'Église que les historiens qualifient de « Césaropapisme ») constitue un rejet à peine voilé du parlementarisme américain que Vermeule identifie à la classe sénatoriale corrompue de l'Empire romain, incapable comme l'élite politique américaine contemporaine de « gouverner honnêtement au service de l'intérêt public²⁹ ». À l'inverse, Vermeule considère que « l'autorité déléguée au pouvoir exécutif et l'administration qui en résulte peuvent être vues comme une force gigantesque, *déployée par la multitude*, pour se protéger des abus commis par une minorité³⁰ ». Se profile-t-il en contre-plan un projet politique qui pourrait ressembler au Léviathan hobbesien, concentrant tous les pouvoirs, dont en premier lieu celui de la force légitime, face à un peuple consentant à ce pouvoir par besoin de moralité ? Si son projet reste démocratique, peut-on considérer qu'il propose une dictature électorale ? Après cette conférence, Vermeule explique que « des démocraties, des monarchies constitutionnelles, des républiques et une variété d'autres types de régimes peuvent être bien ordonnés et l'ont été, à [son] sens ». Des modèles politiques non démocratiques semblent-ils envisageables pour ce fervent défenseur du bien commun ?

Le mirage hongrois

Quoi qu'il en soit de la préférence finale du bon régime selon les postlibéraux catholiques, un exemple très concret paraît recevoir leur approbation, la Hongrie d'Orbán³¹. Avec la création de son parti Fidesz en 1990, l'objectif politique d'Orbán était de rassembler un bloc politique de centre droit stable, capable de s'opposer à l'élite jadis communiste gravitant autour du Parti socialiste, ce qu'il a réussi à faire quand il a été au pouvoir entre 1998 et 2002. Mais sa défaite de

29. Adr. Vermeule, « Les droits doivent être ordonnés au bien commun », *L'Incorrect*, n° 62, mars 2023, pp. 50-51.

30. *Ibidem*.

31. Marc-Olivier Behrer, « Le Budapest de Viktor Orbán, nouvel Eldorado de la droite radicale américaine », *Le Monde*, 31 mars 2022.

2002 l'a converti au christianisme identitaire. Aidé de son idéologue en chef et jadis député libéral de gauche, Gyula Tellér, Orbán a pris modèle sur le discours théo-conservateur de l'entourage de George W. Bush. Cette réorientation l'a porté à nouveau au pouvoir en 2010. Depuis lors, toujours en poste après chaque élection avec un parti qui remporte les deux tiers des suffrages, il délibéralise le système constitutionnel hongrois en y introduisant des références explicites à l'identité chrétienne de la nation hongroise ethnique. Il justifie ce qu'il a appelé sa conception de la « démocratie chrétienne » (2017) en jouant sur la familiarité de cette vieille appellation politique. Il critique sans vergogne la démocratie libérale, ses valeurs décadentes et imposées par l'Union européenne. Auprès de son électorat, Orbán joue sur la comparaison entre les traités européens et le douloureux traité de Trianon (juin 1920), imposé à la Hongrie par les démocraties de l'Entente, en l'amputant des deux tiers de son territoire. Le succès politique d'Orbán semble inébranlable, lié à son populisme chrétien et magyar et à ses quatre idées épouvantails que l'Union européenne incarnerait : les menaces immigrée, musulmane, *woke* et homosexuelle.

Portés par cet exemple hongrois d'accomplissement « chrétien », Dreher et Pappin ont pris le chemin de Budapest, un peu comme certains ultras de la droite catholique américaine des années 1960 par-taient vivre (et enseigner) en Espagne franquiste. À l'instar de nombreuses figures politiques et médiatiques du courant conservateur américain qui font le voyage dans la capitale hongroise comme s'ils faisaient un pèlerinage – Mike Pence, d'un côté³², ou Tucker Carlson, de la chaîne *Fox News*, de l'autre³³ – Dreher et Pappin ont émigré en Hongrie de manière « temporairement définitive ». Dreher s'y est rendu en 2021 et 2022, soutenu financièrement par le gouvernement hongrois qui a investi des millions d'euros dans la mise en place d'instituts et de *think tanks* orbaniens, cherchant à attirer la matière grise internationale. L'éditorialiste a décidé de s'y installer, après son troisième séjour en 2023³⁴. Il y a terminé son dernier livre, transformant

32. Mike Pence est un des piliers actuels de la *Conservative Political Action Conference* (CPAC) qui se tient annuellement depuis 1974. Depuis mai 2022, la CPAC se réunit à Budapest. À la conférence de 2023, Pence était accompagné de Kari Ann Lake, la candidate républicaine radicale au poste de gouverneur d'Arizona, battue par son adversaire démocrate en 2022.

33. Ce présentateur a rendu Orbán très célèbre aux États-Unis en organisant, en 2021, une interview de lui à une heure de grande écoute.

34. Ana Luiza Albuquerque, « Hungary's Plan to Build an Army of U.S. Intellectuals », *Foreign Policy Magazine*, 19 mai 2023 (sur <https://foreignpolicy.com/>).

la Hongrie en épiceutre de la grande résistance chrétienne et la *Mittel Europa* catholique en clef de la régénération politique. Dreher vante désormais Orbán et son régime dans la presse conservatrice américaine.

Une autre géopolitique ?

La dernière caractéristique de la droite catholique américaine dans sa plus récente évolution est que sa lutte contre le libéralisme global la rend aveugle aux implications internationales de ses propres positions « anti-américaines ». S'est développé parmi ses militants un autre agenda géopolitique contre « l'ordre libéral », que les postlibéraux accusent leur pays d'avoir imposé au monde. Cet agenda a été mollement ébranlé par l'invasion russe en Ukraine. Non seulement les intellectuels postlibéraux participent à la réticulation d'organisations militantes transnationales qui soutiennent les partis populistes dans leur consolidation idéologique³⁵ – à l'instar du Sommet des familles de Budapest ou des rassemblements du *World Congress of Families* – mais cette réticulation, impulsée depuis les États-Unis³⁶ et depuis la Russie *via* la Hongrie³⁷, nourrit les mêmes focalisations internes et internationales contre la démocratie libérale, le prétendu *lobby* gay ou la culture de mort (des pratiques abortives). Nous retrouvons ces mêmes arguments auprès des Nations unies dans les initiatives visant à bouter les droits sexuels et reproductifs de la définition des droits de l'homme. Nous retrouvons ces mêmes arguments dans le prétendu *lobby* judiciaire auprès des cours de justice américaines et européennes, comme auprès de la Cour européenne des droits de l'homme³⁸.

* * *

35. Bl. Chelini-Pont, « Le populisme chrétien, un phénomène transatlantique ? », *Esprit*, janvier-février 2022, pp. 179-189.

36. Archer Nandini et Claire Provost, « Revealed : \$280m "dark money" spent by US Christian Right groups globally », *Open Democracy*, 27 octobre 2020 (sur www.opendemocracy.net).

37. Christian Lamour, « Orbán *Urbi et Orbi* : Christianity as a Nodal Point of Radical-right Populism », *Politics and Religion*, 2022, vol. 15/2, pp. 334-338, et Andrew Higgins et Benjamin Novak, « In Hungary, Cheap Russian Oil Fuels Right-Wing Culture Wars », *The New York Times*, 19 mai 2022.

38. Gaëtan Cliquenois, *European Human Rights Justice and Privatisation. The growing Influence of Foreign Private Funds*, Cambridge University Press, 2020.

Malgré la contribution qu'aurait pu apporter depuis les États-Unis le postlibéralisme catholique au débat nécessaire sur le sens et le contenu des droits, sur les questions de fond que pose le bio-libéralisme et sur la place du bien commun comme fondement éthique du politique, il semblerait bien que ce courant rate son potentiel intellectuel parce qu'il cherche plutôt des formules politiques, qui prendraient l'ascendant au sein du Parti républicain américain et qui alimenteraient les partis populistes en Europe. Pointant du doigt les ennemis libéraux de l'intérieur et du vieux continent, proposant une « idéologie » contestataire, qui se veut contre-culturelle et de tempérament néoréactionnaire, le postlibéralisme *made in USA* se rétracte en référence utopique aux nations chrétiennes. Ses contours géographiques peuvent intégrer ou rejeter les États-Unis, se fixer à la fois aux frontières de la Russie ou après elles dans sa version magyare complaisante, pour ne rien dire de sa sensibilité au rêve « européen » de la Russie, qui déclame la moralité de sa civilisation au moment de son invasion brutale. Le prisme déformant de l'opposition entre le régime chrétien moral et un régime libéral immoral peut, malgré son caractère surfait, peser sur la prochaine élection présidentielle américaine et sur la politique internationale qui s'ensuivrait si le vainqueur était républicain. Tout comme il pèse désormais sur la rhétorique des partis nationalistes et populistes européens.

Blandine CHELINI-PONT



Retrouvez le dossier « **Mondialisation culturelle** »
sur www.revue-etudes.com